



FACULTE DES SCIENCES JURIDIQUES
ECONOMIQUES ET SOCIALES

**LA FACULTE DES SCIENCES JURIDIQUES, ECONOMIQUES ET SOCIALES
DE L'UNIVERSITE MOHAMMED PREMIER - OUJDA**

ORGANISE

En collaboration et en partenariat avec:



Institut des Etudes Africaines - Rabat



Colloque International

Contentieux administratifs dans les pays du Maghreb

Essai d'évaluation des parcours

**Mercredi et Jeudi, 19-20 Avril 2017
Amphi des conférences de la Faculté des Sciences Juridiques,
Économiques et Sociales
- Oujda -**

PRESENTATION DU COLLOQUE

Le sens profond et réel du contentieux administratif dans les pays du Maghreb est indissociable de sa dimension historique, sociale et politique. Au Maghreb, le contrôle judiciaire de l'action et des actes administratifs sont initialement liés à l'Islam, tant au niveau de la pensée doctrinale qu'au plan de l'institution étatique. La valeur de la légalité administrative dépend indéniablement de l'efficacité des institutions judiciaires et du cadre politique et historique où elles opèrent.

Le contrôle judiciaire de l'administration est une opération d'une grande complexité qui ne doit aucunement être perçue comme un acte statique, abstrait et délié des influences politiques et sociales et qui ne peut nullement être traitée indépendamment des valeurs et des convictions dominantes dans les pays maghrébins eu égard aux multiples soubassements et à l'évolution historique. La genèse et l'avènement du contentieux administratif sont liés à la dynamique des situations sociales dans leur interférence avec le milieu environnant et à cause de la mission d'exécution des plans économiques et des stratégies politiques et de développement confiée à l'administration.

Certes, les systèmes modernes du contrôle judiciaire de l'administration dans les pays du Maghreb s'inspirent des valeurs, des idées et des conceptions partagées le long du processus de lutte pour la décolonisation et l'indépendance; il n'en demeure pas moins vrai que les instances et organes judiciaires auxquels dévolue ce contrôle sont mis sur pied en fonction du contexte d'évolution post-coloniale de chaque pays pris isolément. Le pouvoir constituant et législatif de chacun des pays maghrébins souverains a conçu et organisé les modalités pratiques et particulières du contentieux administratif, mais sans se départir et se démarquer totalement du passé colonial et du droit administratif européen qui inspirent et influencent tous les systèmes nationaux maghrébins du contrôle judiciaire de l'action des actes administratifs, avec bien évidemment des adaptations aux réalités spécifiques et aux traditions de chaque pays. Dans son essence, le contentieux administratif maghrébin est un essai d'adaptation et de modernisation des structures institutionnelles traditionnelles. Il est fortement imprégné d'imitation des modèles étrangers et spécifiquement français, à l'instar de l'ensemble des pays décolonisés subissant fortement l'influence culturelle, linguistique, institutionnelle, juridique, politique, sociale des puissances coloniales dans leur inspiration au développement global. Il s'agit, en fait, de structures institutionnelles importées, greffées et mises en œuvre dans un contexte social étranger et un environnement institutionnel différent. La force de l'attrait et de l'imitation ainsi que l'aliénation culturelle sont grandement imputables à l'élite politique maghrébine, à la rareté des cadres et des compétences et aux liens de dépendance.

Dès lors, il n'est guère étonnant dans ces conditions que les pays du Maghreb affichent leur attachement à la conception occidentale de la démocratie et de la soumission de l'administration au droit dans un cadre libéral, et de hisser cela au rang de principes constitutionnels en dépit des disparités au niveau des slogans avancés par les leaders politiques de rupture avec le legs colonial. La pratique révèle un décalage évident entre le discours sans cesse réitéré sur les changements radicaux des structures administratives et judiciaires et la réalité pratique marquée par l'influence, la transposition et l'imitation.

Les constitutions maghrébines accordent une large place aux droits et libertés, au principe de l'égalité devant la loi, à l'indépendance de la justice, à la responsabilité du gouvernement devant le parlement, au suffrage universel... De même, la légalité administrative dans sa

conception libérale y est entérinée à travers les mécanismes du contrôle judiciaire (en annulation et indemnitaire) des actes administratifs, avec des ajustements progressifs.

Néanmoins, la consécration constitutionnelle et législative de la soumission de l'administration au contrôle judiciaire n'est pas, tant s'en faut, synonyme de l'Etat de droit. Les religions monothéistes et l'islam en particulier ont proclamé le principe, mais cela n'a nullement empêché les gouvernants de commettre des abus et des excès dont regorge la littérature soltanienne. Le décalage est frappant entre les préceptes de l'Islam et la pratique autoritaire et tyrannique de certains gouvernants le long de l'histoire du Maghreb.

Fortement imprégnée de centralisation, des pratiques d'abus de droit et de résistance à la réforme, l'administration maghrébine et marocaine répugne et n'admet pas aisément la soumission à un contrôle extérieur ou étranger exercé par les juges et les tribunaux. Dans l'esprit des agents administratifs le contrôle est une prérogative exclusive du chef hiérarchique. Cela explique le recours aussi intense qu'injustifié à l'arme du secret professionnel ou administratif, la méfiance excessive vis-à-vis des magistrats, l'abstention de communiquer les décisions administratives pour les mettre à l'abri de tout recours... Du coup, l'administration se renferme sur elle-même, agit dans le secret et l'opacité et prive ses ressources humaines de prendre part au processus décisionnel accaparé par les hauts cadres. Pire encore, le service public est instrumentalisé à des fins partisans et à l'enrichissement. Par conséquent, l'évaluation de l'activité de l'administration à partir des contentieux tranchés par les juges s'avère partiel et parcellaire.

Les participants à ce colloque sont invités à analyser la proclamation et les modalités pratique de mise en œuvre des principes de justice et de légalité en général et de mettre particulièrement l'accent sur le contrôle judiciaire de l'administration, d'en tracer les contours historiques et les péripéties d'avènement, d'en évaluer la fonction et la performance, d'en cerner les tendances jurisprudentielles lourdes et durables, d'en saisir la portée sociale et économique, d'en appréhender l'influence sur l'instauration de l'Etat de droit, des droits de l'homme et des libertés publiques, d'en comparer les performances et les imperfections avec les systèmes similaires en vigueur dans les pays avancés.

La place et le rôle dévolus au contrôle judiciaire de l'administration dans le projet culturel colonial mérite aussi l'attention.

Il importe aussi d'évaluer la portée pratique du contentieux administratif dans les pays du Maghreb sur l'entreprise maghrébine et surtout sur le citoyen maghrébin.

Il convient également d'analyser le contentieux administratif dans l'espace maghrébin eu égard au système de l'unité et de la dualité de juridiction.

La Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales de l'Université Mohammed Premier d'Oujda, en collaboration avec d'autres partenaires, a pris l'initiative d'organiser un colloque international auquel sont invités d'éminents chercheurs de diverses universités maghrébines et étrangères et de différents centres de recherches, dans le but d'approfondir les discussions sur divers thèmes et volets liés au sujet choisi: « ***Contentieux administratifs dans les pays du Maghreb : Essai d'évaluation des parcours*** ». La manifestation prévue les 19 et 20 avril 2017 traitera entre autres des axes suivants:

Axes de recherche

- Réforme(s) des structures judiciaires en charge du contentieux administratif dans les pays du Maghreb.
- Nature du contrôle judiciaire sur les décisions administratives au Maghreb.
- Contentieux administratifs maghrébins entre le plein contentieux (contentieux de la légalité) et le contentieux indemnitaire et d'annulation.
- Contentieux contractuels et compétence juridictionnelle.

CALENDRIER

- 01/02/2017 : date limite d'envoi de la fiche de participation (suivant le modèle ci-dessous)
- 08/02/2017 : Annonce des propositions retenues
- 20/03/2017 : Date limite d'envoi du texte intégral de l'intervention
- 27/03/2017 : Notification définitive des papiers retenus
- 03/04/2017 : Date limite de confirmer la présence et la participation des candidats retenus
- Date de la tenue du colloque: Mercredi-Jeudi 19-20 Avril 2017

NB:

- Les organisateurs prendront en charge uniquement les frais d'hébergement et de restauration.
- Les frais de transport sont à la charge des participants.
- Les communications retenues feront l'objet d'une publication collective des actes du colloque.

RECOMMANDATIONS POUR LA REDACTION DES TEXTES ECRITS EN FRANÇAIS :

- Les communications doivent être rédigées conformément aux conditions scientifiques et universitaires en vigueur dans la recherche scientifique universitaire et seront évaluées au moins par deux professeurs au moins;
- Le nombre de mots du texte de la communication ne doit pas dépasser 7.000 mots, y compris les notes de bas de page;
- Type d'écriture: Times New Roman, taille de police 14 pour le texte et 10 pour les notes de bas de page.

COMMISSION SCIENTIFIQUE ET D'ORGANISATION

- Pr. Abdellah IDRISSE - Doyen de la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales - UMP Oujda
- Pr. Mohammed ZEROUALI - Vice Doyen de la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales - UMP Oujda
- Dr. Yahia ABOUELFARAH, Directeur de l'institut des Études Africaines - université Med V – souissi
- Pr. Samir BOUDINAR - Président du CERHSO
- Équipe scientifique de la Fondation Hanns Seidel Maroc
- Pr. Abderahim BOUDLAL - Directeur du CERHSO
- Pr. Abdelhak Janati-Idrissi - FSJES - UPM Oujda
- Pr. Yamina HAKKOU - FSJES - UMP Oujda
- Pr. Louay ABDELFFETTAH - FSJES – UMP Oujda
- Pr. Naima ELBALI - FSJES – UMP Oujda
- Pr. Rabah AYNAOU - FSJES – UMP Oujda
- Pr. Otman ZIANI - FPE – UMI Meknès
- Pr. Zine Alabidine HAMZAOU - FSJES – UMP Oujda
- Pr. Elhabri ELHABRI - FSJES - UMP Oujda

COMMISSION DE COORDINATION :

- Pr. Abdellah IDRISSE - Doyen de la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales - UMP Oujda
- Dr. Yahia ABOUELFARAH, Directeur de l'institut des Études Africaines - université Med V – souissi
- Pr. Samir BOUDINAR - Président du CERHSO
- Soufiani med : représentant de la Fondation Hanns Seidel Maroc
- El mostapha bouziane : Président du tribunal administratif - oujda
- Abdelhafid Bouchentouf :Président du barreau d'oujda

FICHE DE PARTICIPATION
Colloque international:
Contentieux administratifs dans les pays du Maghreb
Essai d'évaluation des parcours
19-20 Avril 2017

Nom:	Prénom:
Établissement:	
Discipline:	
Fonction:	
Adresse personnelle:	
Tél :	Fax :
E-mail:	
Titre de la communication: Axe:	
Résumé ci-joint (une page où 350 mots)	

Les résumés doivent être envoyés à l'adresse électronique ci après :

colloquemaghreb2017@yahoo.com